

Oaxca: Appel à la solidarité internationale avec David Venegas Reyes

12-04-2009

Le tribunal rendra sentence contre David Venegas Reyes "Alebrije" ex-prisonnier politique et d'opinion de l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca (APPO) et de VOCAL.

Nous lançons un appel à la solidarité nationale et internationale pour exiger que les tribunaux d'Oaxaca qui couvrent cette affaire rendent véritablement justice.

Le 6 avril 2009, après avoir passé onze mois en prison et avoir écopé de plus d'un an de liberté sous caution avec présentation tous les quinze jours, une sentence sera enfin dictée contre notre compañero David Venegas Reyes pour le dernier des deux procès intentés contre lui par le mauvais gouvernement de l'assassin Ulises Ruiz Ortiz afin de l'emprisonner et de le séparer du mouvement de l'Assemblée populaire des peuples de l'Oaxaca. Le 6 avril, un jugement sera donc rendu contre notre compañero David, accusé de possession de cocaïne et d'héroïne avec présomption de vente, un des deux délits montés de toutes pièces qui a permis au mauvais gouvernement d'Ulises Ruiz de jeter en prison David le 13 avril 2007.

Bref rappel des faits :

Le 13 avril, vers 12 h 30 environ, David se promenait dans le parc d'El Llano d'Oaxaca en compagnie de deux autres personnes quand il fut arrêté avec usage de violence et sans aucune sorte de mandat par un commando d'hommes armés et masqués circulant à bord d'une camionnette rouge sans plaque d'immatriculation et ne portant aucun signe apparent d'un quelconque corps de police. Sous la menace d'armes de longue portée, notre compañero fut embarqué sans ménagements dans la camionnette en question. Le visage recouvert du sac qu'il portait, il a été trimballé dans différents quartiers de la ville, frappé durement et menacé de « disparaître dans la nature » ; il ne parlait pas. Après plusieurs heures de ce traitement, de coups et de menaces, il fut emmené à la caserne de la PFP, la police préventive de l'Oaxaca, connue sous le nom de « Los Pinos », à Santa María Coyotepec, Oaxaca, lieu tristement célèbre pour les graves violations des droits humains, les assassinats et les « disparitions » visant des participants au mouvement social de l'Oaxaca qui y ont été commis par les forces de police et par les forces armées de l'État d'Oaxaca et du Mexique. À « Los Pinos », il a été de nouveau frappé, menacé et forcé de se laisser photographier et filmer avec de la drogue que les agents de police lui ont mis dans les mains. Tout cela conformément aux ordres donnés par Alejandro Barrita Ortiz, l'ex-directeur - assassiné depuis - de la police auxiliaire bancaire industrielle et commerciale d'Oaxaca (la PABIC), un des acteurs connus de la répression de notre mouvement social. Il fut finalement livré à l'Unité mixte de surveillance du petit trafic de narcotiques (UMAN) de la Police judiciaire fédérale (PGR), avec la drogue que les policiers avaient obligé à porter à « Los Pinos ». Il séjourna deux jours dans les locaux de l'UMAN, après quoi il fut transféré à la Centrale pénitentiaire de Santa María Ixcotel, à Oaxaca même. Sitôt arrivé sur les lieux, il est vu accusé par le mauvais gouvernement d'autres charges, dans le cadre d'un prétendu délit de sédition, d'association de malfaiteurs et de dégâts par incendie contre huit bâtiments du centre historique de la ville d'Oaxaca perpétré le 25 novembre 2006, notamment le Tribunal supérieur de justice de l'Oaxaca, dont tout le monde sait qu'il a été incendié par le propre gouvernement de l'assassin Ulises Ruiz Ortiz afin de supprimer des preuves des injustices commises par le système pénal de cet État et incriminer de la sorte divers compañeros de l'APPO. Ces faits avaient été commis lors de la brutale répression effectuée par la police fédérale de Vicente Fox et par la police de l'État d'Ulises Ruiz Ortiz qui avait frappé les membres du mouvement populaire le 25 novembre 2006. Ce jour funeste est soldé par la violation massive des droits humains la plus grave qui ait jamais eu lieu à Oaxaca, où près de deux cents personnes furent emprisonnées et transférées dans un centre de détention de l'État de Nayarit, à plus de mille kilomètres de l'Oaxaca.

Après qu'il eut gagné deux recours successifs et deux révisions de recours et bien que les délits dont on l'accusait aient été requalifiés afin de le maintenir en prison, faute de la moindre preuve démontrant sa culpabilité, David recouvre enfin la liberté le 5 mars 2008, totalement blanchi de l'accusation d'avoir incendié des bâtiments le 25 novembre, mais toujours accusé d'un délit de possession de cocaïne et d'héroïne avec présomption de vente, accusation qui va finalement passer en jugement, après de nombreux retards causés volontairement par le gouvernement de l'État, accompagnés de graves omissions, de mensonges, de fautes et de nombreuses contradictions dans la déposition des agents ayant procédé à l'arrestation de David - qui à elles seules suffiraient pour obtenir sa liberté inconditionnelle. Aussi, aujourd'hui, nous nous mobilisons encore et nous appelons :

À la solidarité de tous les hommes et de toutes les femmes, toutes les organisations, tous les collectifs, tous les peuples et tous les syndicats de l'Oaxaca, du Mexique et du monde afin qu'ils se manifestent au moyen de lettres, d'appels téléphoniques, de fax ou autres actions de protestation, adressés au juge Amado Chiñas Fuentes, juge troisième de district du treizième circuit et domicilié avenida Juárez, 709, Colonia Centro, code postal 68000, téléphone de la ville d'Oaxaca de Juárez, Oaxaca, pour exiger que David Venegas Reyes soit blanchi de toute accusation et retrouve la pleine liberté. Nous proposons que ces actions aient lieu avant le verdict final, c'est-à-dire le 6 avril de 2009 à 10 h 45, au tribunal de troisième juridiction du district fédéral de cette ville ;

Ainsi qu'à signer le présent communiqué pour appuyer notre pétition de justice dans cette affaire.

De même, nous continuons à exiger que l'assassin Ulises Ruiz Ortiz abandonne le gouvernement de l'Oaxaca, et nous continuerons de le faire jusqu'au dernier jour de son néfaste gouvernement, nous aurons de cesse de lutter afin d'obtenir un bouleversement profond et radical de notre société et nous nous solidarisons avec les peuples qui luttent également, dans le monde entier, pour un monde meilleur.

Dehors l'assassin Ulises Ruiz !

Liberté pour tous les prisonniers politiques de l'Oaxaca, du Mexique et du monde !

Tous les responsables de la répression déclenchée contre les peuples de l'Oaxaca doivent être punis !

¡La APPO vive, la lucha sigue !

Fraternellement.

Voix de l'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté (VOCAL)

Pour signer ce communiqué, envoyez-le signé à l'adresse mail de VOCAL : vocal@riseup.net

Pour écrire au juge Amado Chiñas Fuentes, envoyez vos courriers au :

Juzgado Tercero de Distrito del Décimo Tercer Circuito

Avenida Juárez 709, Colonia Centro, Oaxaca de Juárez, Oaxaca, CP 68000.

Pour appeler ou envoyer un fax, composer le 01 (951) 515 66 00 et demander le numéro de fax.

Traduit par Ángel Caído. http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=641